

Dossier suivi par le service formations sanitaires et sociales
Direction de l'emploi, de la formation professionnelle
et de l'apprentissage

**Relevé de conclusions des auditions individuelles réalisées dans le cadre de l'élaboration du
schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028.**

- **Acteur auditionné** : La branche des Acteurs du lien social et familial (ALISFA).
- **Date et lieu de réalisation de l'audition** : Vendredi 11 mars 2022 de 14h30 à 16h00 en Teams.
- **Personnes présentes pour l'ALISFA** :
 - Madame Marie LAWNICZAK, Référente régionale de la Commission paritaire nationale emploi-formation (CPNEF) de la branche professionnelle ALISFA ;
 - Madame Armelle MENEZ, Directrice de la crèche Pirouette, située à Nantes. Madame MENEZ représente également le réseau des crèches associatives nantaises (un total de 40 crèches) et intervient en tant que formatrice vacataire à l'ARIFTS pour la formation d'éducateur jeunes enfants (EJE).
- **Personnes présentes pour la Région Pays de la Loire** :
 - Madame Nathalie POIRIER, Éluée régionale en charge des formations sanitaires et sociales ;
 - Monsieur Renaud MOUTARDE, Directeur de la Direction régionale de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;
 - Madame Emilie VAUTIER, Cheffe du pôle organisation des formations sanitaires et sociales au sein du service des formations sanitaires et sociales ;
 - Madame Azélie JAMARD, Cheffe de projet en charge de l'élaboration et du suivi du schéma régional des formations sanitaires et sociales au sein de la Région Pays de la Loire.

Est excusé : Monsieur Emmanuel ZARCA, Chef du service régional partenariats emploi-formation au sein de la Région Pays de la Loire.

- **Document remis pendant ou en amont de l'audition** : ☒ Non
- **Questions et sujets/thématiques abordés lors de l'audition** :

Introduction : Madame POIRIER commence cette audition en rappelant les 2 grandes priorités de la jeunesse et de l'emploi définies par Madame MORANÇAIS, Présidente de la Région Pays de la Loire. Un Grenelle de la jeunesse est en cours de préparation afin d'être mis en place d'ici la fin de l'année 2022. Aussi, une grande cause guide le nouveau mandat de la Présidente de la Région Pays de la Loire : le handicap. A ce sujet, un Plan handicap sera adopté en octobre 2022.

Madame POIRIER indique que ces auditions s'inscrivent dans une dynamique collective et ont pour objectif de partager des enjeux avec l'ensemble des partenaires de la Région pour améliorer l'offre de formation sanitaire et sociale ligérienne. La Région souhaite ainsi adopter le quatrième schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS) en décembre 2022. Ce nouveau SRFSS 2023-2027 sera certainement plus souple que celui actuellement en cours en raison notamment de la crise sanitaire qui a bousculé le secteur sanitaire et social.

Madame LAWNICZAK indique avoir pris son poste en octobre 2021, en remplacement de Madame VILLIÈRE, ayant participé à l'élaboration du SRFSS 2018-2022. Madame LAWNICZAK souligne également avoir des difficultés pour aller à la rencontre des adhérents à la branche ALISFA car ces derniers sont très occupés et happés par leur quotidien. De même, les structures adhérentes ont été très affaiblies par la crise sanitaire, ayant engendré un certain nombre de dysfonctionnements en leur sein.

Les besoins et les difficultés de recrutement dans les établissements de la petite enfance en Pays de la Loire :

Des besoins de recrutements importants dans le domaine de la petite enfance, et plus particulièrement pour les métiers d'EJE et d'auxiliaires de puériculture : Madame LAWNICZAK met en avant l'absence de candidatures aux offres d'emploi d'auxiliaires de puériculture sur tous des territoires ligériens. Cette problématique de recrutement existe depuis 5 ans et se déporte aujourd'hui sur les EJE. Ce constat est alarmant car les crèches ont pour obligation d'avoir une proportion de personnels diplômés (auxiliaires de puériculture, EJE et CAP Petite enfance) égale ou supérieure de 40%. Ce taux est loin d'être respecté aujourd'hui. Un certain nombre de structures privées de la petite enfance ne peuvent plus ouvrir faute de personnels. Ainsi, beaucoup de structures favorisent la dynamique de montée en compétences en interne pour répondre à leurs besoins de recrutement. Toutefois, cette dynamique peut s'avérer compliquée.

Des divergences d'interprétation des textes de lois entre les PMI ligériennes : Concernant l'obligation légale d'avoir une proportion supérieure ou égale à 40% de personnels diplômés (auxiliaires de puériculture, EJE et CAP Petite enfance), Madame LAWNICZAK met en avant des interprétations de texte différenciées entre la PMI de Loire-Atlantique et d'autres PMI ligériennes. Cela vient par conséquent renforcer les difficultés de recrutement au sein des établissements de la petite enfance de Loire-Atlantique.

Des difficultés de recrutement qui commencent à émerger pour les diplômes CAFERUIS, CAFDES et CESF : Madame LAWNICZAK évoque les difficultés auxquelles commencent à être confrontés les établissements adhérents à l'ALISFA en ce qui concerne le recrutement de personnes qualifiées sur les postes d'animation et de personnes diplômées d'un CAFERIUS, d'un CAFDES ou d'un diplôme d'Etat CESF. Ces difficultés sont notamment repérées au sein des centres sociaux.

Des professionnels touchés par l'usure professionnelle : Selon Madame LAWNICZAK, l'usure professionnelle est très forte parmi les métiers de la petite enfance. Celle-ci a été exacerbée par la crise sanitaire. Ainsi, des phénomènes de burn-out professionnels se sont accrus (5 burnout de directrices de crèches sont aujourd'hui dénombrés dans le réseau associatif nantais).

Au sein de son établissement, Madame MENEZ s'assure d'offrir à son personnel des conditions de bien-être au travail et des fonds pour leur formation. Elle met également en place des analyses de pratiques, des actions dans l'intérêt de l'enfant et d'accompagnement à la parentalité, dans le but de lutter contre cette usure professionnelle et de lutter contre la maltraitance institutionnelle.

➔ Madame POIRIER se dit intéressée pour valoriser les actions entreprises par Madame MENEZ dans le but de maintenir son personnel en poste.

L'offre de formation ligérienne dans le secteur de la petite enfance :

Une formation d'auxiliaire de puériculture à repenser : Madame LAWNICZAK souligne la présence d'une seule formation au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture au CHU de Nantes.

Mme POIRIER précise qu'il existe un deuxième institut en Pays de la Loire, situé au Mans. Le CHU de Nantes a démarré une expérimentation en 2021, avec le lancement de l'apprentissage dans la formation d'auxiliaire de puériculture, en partenariat avec le CFA ADMASSE.

Selon l'ALISFA, l'offre de formation du CHU de Nantes est trop hospitalo-centrée car la durée des stages à l'hôpital est très importante.

Également, la branche estime que la formation par apprentissage (10 places aujourd'hui) ne permet pas de satisfaire les employeurs de la branche, en raison de la durée trop longue d'absence des apprentis : 3 mois cumulés entre les stages, les périodes de cours et les congés scolaires. Il conviendrait

de revoir l'organisation de la formation. De même, les prérequis nécessaires pour entrer en formation d'auxiliaire de puériculture sont inadaptés et beaucoup de personnes se sont vues refuser leur entrée en formation (expérience dans les services à la personne exigée pour entrer en formation). Selon l'ALISFA, le dispositif de formation ainsi développé par le CFA ADAMSSE et le CHU de Nantes manque de souplesse et d'agilité pour adapter l'organisation et le modèle pédagogique.

Développer l'apprentissage en formation d'auxiliaire de puériculture et d'EJE : Madame LAWNICZAK rappelle que les structures adhérentes à l'ALISFA sont de petites structures de 20 équivalents temps pleins maximum. Le personnel de ces établissements gère une grande diversité de tâches (ressources humaines, comptabilité, bâtiment, projet associatif et éducatif, etc.) et il s'avère plus complexe pour ces structures d'accompagner des personnes éloignées de l'emploi que des apprentis.

→ L'ALISFA souhaite développer l'offre de formation d'auxiliaire de puériculture et d'EJE, particulièrement par la voie d'apprentissage. Ainsi, il serait nécessaire d'accroître les capacités d'accueil en formation par apprentissage sur la Région Pays de la Loire pour répondre aux besoins des structures d'accueil de jeunes enfants, tout en portant une attention aux modèles pédagogiques proposés.

Madame POIRIER entend ces revendications de l'ALISFA et souligne que la Région a reçu des demandes d'ouverture de places, notamment en apprentissage, pour la formation d'auxiliaires de puériculture. Cette ouverture de places supplémentaires permettrait-elle d'avoir plus de candidats aux offres d'emplois ?

Madame MENEZ souligne que l'aide de l'Etat a permis aux structures associatives d'accueillir des apprentis. Toutefois si celle-ci se trouve être supprimée, les associations ne pourraient plus supporter le coût de l'apprentissage.

Au niveau de l'ALISFA, le CPNEF prend en charge certains coûts liés à la formation tels que les salaires des personnes remplaçantes et les primes tuteurs. Il est nécessaire que les associations soient soutenues financièrement pour faciliter les recrutements d'apprentis selon Madame LAWNICZAK.

→ La présence d'un institut de formation d'auxiliaires de puériculture, avec une formation par apprentissage, dans le département du Maine-et-Loire permettrait de répondre aux besoins et d'avoir plus de candidats. En effet, le nombre restreint de places en formation d'auxiliaires de puériculture freine certains candidats à entamer les démarches pour y entrer.

Madame POIRIER rappelle la carte des formations du SRFSS 2018-2022, dans laquelle il était inscrit une stabilisation de l'offre de formation d'auxiliaires de puériculture. Aujourd'hui, la Région n'a plus de compétences en matière d'apprentissage mais relève que cette voie de formation fonctionne bien en Pays de la Loire.

Une offre de formation ligérienne de qualité mais des passerelles qui mériteraient d'être simplifiées :

→ Madame MENEZ se dit prête à agir en faveur d'une plus grande fluidité des passerelles entre les diplômes de la petite enfance.

La possibilité de créer un certificat de qualification professionnelle (CQP) interbranche : Selon Madame LAWNICZAK, la création d'un CQP interbranche permettrait de former plus de personnes, d'apporter plus de souplesse à l'appareil de formation et de répondre aux problématiques de recrutement.

La communication et la valorisation des formations et des métiers de la petite enfance :

Une méconnaissance des métiers de la petite enfance : Madame LAWNICZAK affirme qu'il y a une méconnaissance de ces métiers de la part des partenaires de l'emploi. Considérée comme une « filière

poubelle », la petite enfance fait l'objet de nombreuses idées préconçues. Ainsi, de nombreuses personnes sont dirigées vers cette filière, généralisant l'idée que tout le monde – en particulier ceux qui sont eux-mêmes parents, peuvent travailler avec les enfants. Or, aimer les enfants ne suffit pas pour pouvoir travailler dans le secteur de la petite enfance. Pour lutter contre ces idées préconçues, l'ALISFA travaille davantage avec les missions locales qu'avec Pôle Emploi.

Monsieur MOUTARDE indique que les missions locales sont en mesure d'accompagner sur le long terme les jeunes par le biais des contrats d'engagement jeunes (CEJ), permettant ainsi d'avoir un sourcing plus qualitatif. Ainsi, cet accompagnement permet de créer chez les jeunes une appétence naturelle pour ces métiers de la petite enfance.

Monsieur MOUTARDE présente ensuite le dispositif « *Je prépare mon parcours vers la formation aide-soignant* ». Il pourrait être intéressant de dupliquer ce dispositif sur d'autres formations telles que celles de la petite enfance.

Cette question de l'information et de l'orientation est à travailler particulièrement pour le métier d'EJE, qui est désormais un métier de coordination et de responsabilité (responsable de structure et d'équipe). Depuis l'entrée de la formation sur Parcoursup, les profils des étudiants engagés dans cette formation ont changé en faveur d'une plus grande part des jeunes en continuité d'études. Aujourd'hui, les sortants de la formation EJE ne se sentent pas prêts à prendre des postes à responsabilités et préfèrent s'orienter vers des masters.

- ➔ Selon l'ALISFA, il est nécessaire de communiquer davantage sur les métiers de la petite enfance (auxiliaire de puériculture, EJE notamment) afin de lutter contre les représentations faussées de ces métiers. Par exemple, il serait intéressant de mettre en place des capsules vidéos sur ces métiers de la petite enfance.
- ➔ Madame LAWNICZAK suggère de communiquer sur le continuum de formations possibles/les parcours petite enfance possibles : passer par la formation d'auxiliaire de puériculture pour ensuite se diriger vers la formation d'EJE.
- ➔ Madame MENEZ propose de mettre en place des temps forts dans chacun des 5 départements ligériens qui mobiliseraient l'ensemble des acteurs professionnels du secteur de la petite enfance et qui permettraient de faire connaître ces métiers.

Madame POIRIER affirme que cette question de l'orientation est une compétence régionale. La Région Pays de la Loire est prête à travailler conjointement avec l'ALISFA.

Une nécessité de valoriser davantage le CAP Petite enfance : Madame MENEZ relate les forts besoins de recrutement de personnes détenant un CAP. Auparavant, les contrats aidés constituaient de très bons leviers de recrutements. Elle oriente régulièrement les jeunes vers le CAP Petite enfance. Cette filière constitue une première étape avant l'entrée en formation d'EJE. Par exemple, 2 de ses EJE sont détenteurs d'un CAP Petite enfance.

Selon Madame MENEZ, il y a une aberration sur les niveaux de diplômes. En effet, l'obtention d'un baccalauréat professionnel s'avère obligatoire pour pouvoir intégrer le CAP Petite enfance.

Madame POIRIER souligne que les CAP ne sont pas envisagés comme une voie d'orientation pour les jeunes.

Une communication qui doit être réaliste et portée sur le sens de ces métiers : Madame LAWNICZAK rappelle que la formation au diplôme d'Etat d'EJE mobilisait 1200 candidats il y a 15 ans. Il n'en attire plus que 300 aujourd'hui. Les professionnels actuellement en poste prônent des valeurs fortes.

➔ Selon Madame LAWNICZAK, il est nécessaire de s'appuyer sur ces valeurs pour accroître l'attractivité de la formation d'EJE auprès des jeunes en quête de sens.

Un diplôme d'accompagnant éducatif et social (AES) qui n'a pas d'écho dans les établissements de la petite enfance : Madame POIRIER questionne Madame LAWNICZAK et Madame MENEZ sur les apports de l'augmentation des places en formation AES au sein des établissements de la petite enfance.

Madame MENEZ indique ne jamais avoir reçu de candidatures de diplômés AES depuis son arrivée à la direction de la crèche Pirouette, ni de demandes de stage.

Madame LAWNICZAK indique que ce diplôme n'est pas évoqué dans la branche ALISFA.

Une nécessité de travailler l'image sociétale des métiers de la petite enfance afin d'accroître la mixité hommes-femmes : Madame LAWNICZAK estime que la mixité hommes-femmes au sein des métiers et des formations en lien avec le secteur de la petite enfance n'est pas une priorité.

Madame MENEZ évoque l'exemple d'un ancien collègue EJE qui a rencontré de nombreuses difficultés pour faire accepter à son entourage son choix d'orientation.

➔ Selon Madame MENEZ, il est nécessaire de travailler l'image sociétale de ces métiers de la petite enfance.

Conclusion :

Madame POIRIER remercie Madame MENEZ et Madame LAWNICZAK pour leur participation à cette audition et les informe qu'un relevé de conclusions leur sera prochainement envoyé. Les services régionaux les recontacteront pour proposer des temps de travail collectifs, dont l'objectif sera d'aboutir ensemble à des solutions concrètes pour répondre à leurs besoins de recrutements.